



HAL
open science

L'EUROPÉANISME MIS EN QUESTION : RÉCITS ETHNO-ORIENTALISTES DE LA CRISE GRECQUE

Maria Couroucli

► **To cite this version:**

Maria Couroucli. L'EUROPÉANISME MIS EN QUESTION : RÉCITS ETHNO-ORIENTALISTES DE LA CRISE GRECQUE. 2012. halshs-01218158

HAL Id: halshs-01218158

<https://shs.hal.science/halshs-01218158>

Submitted on 3 Nov 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'EUROPÉANISME MIS EN QUESTION :
RÉCITS ETHNO-ORIENTALISTES DE LA CRISE GRECQUE
Maria Couroucli
Conférence Eugène Fleischman VII
prononcée le 12 octobre 2012 et publiée par la Société
d'Ethnologie en octobre 2013. ISBN
798-2-36519-006-0

La misère est une forteresse sans pont-levis.

Albert Camus, *Le premier homme*

Résumé

Aujourd'hui, le débat sur la crise grecque oppose *Mnimoniakoi*, ceux qui soutiennent le *Mnimonio*, le texte de l'accord d'aide signé en 2010 entre le gouvernement et la Troïka (les représentants du FMI, de la Banque Européenne et de la Commission Européenne) et *anti-Mnimoniakoi*, ceux qui le combattent. Cette opposition divise aussi l'opinion et les partis politiques entre *européanistes*, partisans du projet européen, et *anti-européanistes*, qui souhaitent désengager la Grèce de la voie européenne. Dans ce contexte, la question qui sous-tend le débat sur la crise est aussi celle de la place de la Grèce dans l'Europe Unie : est-ce la fin de l'européanisme dans le pays ? Cet essai propose de lire les couples d'oppositions utilisés dans le débat actuel comme des renvois à des schémas bien identifiés concernant les représentations collectives identitaires. Dans l'analyse des interactions entre observateurs « occidentaux » et observés « orientaux », on fera appel au couple ethno-orientalisme/ethno-occidentalisme proposé par James Carrier (1992).

Images de la crise

La crise grecque, représentée comme une des facettes de la fin du projet européen tel qu'il avait été conçu dans les années 1950, est aussi associée dans la presse internationale à des images de pauvreté et de violence¹. Rues commerçantes désertes, vendeurs à la sauvette et mendiants au coin des rues, soupes populaires dans les grandes villes ; manifestations parfois furieuses, associées dans les commentaires des journalistes à la poussée des formations politiques de l'extrême gauche et de l'extrême droite. Les plus âgés évoquent des souvenirs des années 1940, de l'occupation, de la famine et de la guerre civile. Les analyses des phénomènes du mal-être collectif qui scandent la vie

¹ KNIGHT 2012, pp. 340-374, Psychoyios, 2013.

quotidienne en Grèce depuis décembre 2008² soulignent l'inadéquation entre l'action de l'administration et du gouvernement et les besoins de la population. Crise économique et crise financière ont suscité un sentiment de révolte contre l'injustice qui frappe les plus défavorisés, les salariés, les jeunes, les retraités, c'est-à-dire les laissés pour compte du système en place. La période de la *Metapolitefsi*³ touche aujourd'hui à sa fin. Durant les quarante dernières années, les deux principaux partis qui se sont partagé le pouvoir (ND, la Nouvelle Démocratie, à droite et le PASOK, socialiste, au centre) ont aussi partagé des pratiques de gouvernance caractérisées par un étatisme fort, un système politique clientéliste, octroyant des privilèges à certains groupes (fonctionnaires, professions libérales, entrepreneurs indépendants) au détriment des autres citoyens (salariés du privé, retraités, jeunes avec emplois précaires) ces derniers ayant fait les frais de l'incapacité de l'État à contenir la fraude fiscale galopante (Kostis 2013 : 848). Les hommes politiques ne sont plus en mesure de promettre des privilèges à leurs protégés, jadis accrochés aux libéralités associées aux pratiques clientélistes et étatistes des deux partis au pouvoir depuis 1974. C'est donc la fin de *l'astakomakaronada* (des « pâtes sauce homard », le plat des restaurants huppés d'Athènes et des plages), de l'abondance, des subventions et du crédit facile (Papandropoulos 2012).

Depuis le début de la crise, l'hiver 2012-2013 a été le plus insupportable. Une image publiée dans le *New York Times* du 18 avril 2013 illustre de façon poignante un article sur la pauvreté en Grèce : la photo d'une famille de nouveaux pauvres dans leur appartement athénien. Dans la pénombre, on distingue mal les traits des visages. Au centre, la mère porte la marque du début de l'indigence : les cheveux sont longs et bicolores, une ligne sépare la moitié brun foncé côté racines du blond platine côté pointes ; la femme n'a plus les moyens d'être blonde. La ligne de partage marque le passage entre l'avant et l'après de la crise sur la vie de la famille⁴.

Depuis 2009, les habitants de la capitale croisent quotidiennement les images de la précarité, de l'insécurité, de l'insuffisance et de l'impuissance des pouvoirs publics : les magasins qui ferment l'un après l'autre, transformant les rues commerçantes en *back streets*, les trous dans la chaussée, les trottoirs défoncés, les espaces verts abandonnés, les arbustes chétifs bordant les avenues, les rumeurs d'agressions dans les quartiers, les vols de voitures et les cambriolages d'appartements, les contrôles d'identité des sans-papiers par les forces de l'ordre. Faut-il ajouter à cela la présence de mendiants dans les rues du centre, le pillage des poubelles qui alimente des réseaux clandestins de recyclage de métaux, les attaques à main armée contre les migrants par les membres de groupes

² Depuis les manifestations et les violences qui ont suivi la mort d'Alexandros Grigoropoulos, un adolescent tué par balle par un agent de police dans le quartier d'Exarcheia à Athènes le 6 décembre 2008. Les manifestants protestaient contre les bas salaires, le chômage des jeunes, l'absence de perspectives d'amélioration économique et financière et dénonçaient la corruption de la classe politique. Les manifestations – qui ont commencé à Athènes dès le premier soir et se sont répandues dans les autres grandes villes de Grèce – se poursuivirent pendant une bonne semaine. Les premiers groupes de manifestants (jeunes lycéens et étudiants) furent vite rejoints par des « casseurs », certains provenant de groupes politiques extrêmes, d'autres, sans-papiers et immigrants clandestins. Quelques dizaines de commerces ont été attaqués, des vitrines cassées, des magasins pillés, des poubelles mais aussi une salle de cinéma incendiées ; les casseurs ont également attaqué des locaux universitaires dont l'École Polytechnique, détruisant ou emportant du matériel informatique. Incapable de contrôler la situation, le gouvernement Karamanlis (de Nouvelle Démocratie) a perdu le soutien populaire tandis qu'une profonde crise politique s'est installée dans le pays. En septembre 2009, le gouvernement a jeté l'éponge et le parti socialiste (PASOK est sorti vainqueur des élections du 4 octobre avec 53 % des voix. La Nouvelle Démocratie a résisté avec 30 % des voix, le parti communiste a obtenu 7 %, le parti de gauche SYRIZA 4 % et le parti nationaliste LAOS 5 %.

³ Littéralement « changement de régime » ; le terme désigne les années récentes, après la chute du régime militaire 1967-1974.

⁴ Voir <http://www.nytimes.com/2013/04/18/world/europe/more-children-in-greece-start-to-go-hungry.html?> et http://news.kathimerini.gr/4dcgi/_w_articles_columns_2_06/02/2013_510344 (consultés le 5 août 2013).

d'autodéfense des quartiers populaires, proches des groupes ultra-nationalistes. Ce qui pèse le plus ? Le sentiment de l'injustice de devoir payer une faute qu'on n'a pas commise et celui de l'impuissance lorsqu'on est confronté à la réalité financière de la crise : le chômage qui monte, les salaires qui baissent, les pensions vieillesse qui fondent, les pharmacies qui refusent de fournir des médicaments que l'assurance maladie met des mois à rembourser, les infrastructures qui se dégradent et la montée des extrêmes. Signe inquiétant pour les Athéniens, le maire de la capitale est systématiquement pris à partie, voire agressé physiquement lors de ses apparitions publiques par des activistes de l'extrême droite, surtout militants de Chrysi Avgi (« Aube Dorée »), le parti d'extrême droite qui organise des services parallèles aux services de la mairie.

Ftoheia (« misère, pauvreté »), me dit Dimitri, qui a cessé de recevoir une pension d'invalidité de 350 euros après un accident grave de la route.

« L'assurance maladie a interrompu le versement de toutes les pensions pendant qu'elle vérifie ses listes à la suite des scandales à la fraude. Ceci depuis le scandale des chauffeurs de taxi sur l'île de Zante qui recevaient des pensions pour cécité (!). Le médecin qui a fait l'expertise est toujours protégé par l'élu local, tête de liste du parti de Samaras, mais entre-temps la Sécurité sociale a cessé de me prendre en charge. Je ne touche plus rien depuis juin dernier. J'ai été convoqué deux fois pour passer devant la commission des experts, mais les médecins étaient en grève et je n'ai vu qu'un des trois spécialistes. Je suis convoqué à nouveau le 10 avril. Entre-temps, je suis sans couverture maladie ».

Dimitri, 57 ans, a un passé de militant de gauche : en novembre 1973, élève de terminale, il fut parmi ceux qui occupèrent l'École Polytechnique pour protester contre le régime des colonels. Étudiant, il a milité en faveur de l'un des partis de la gauche. Depuis décembre 2008, il a retrouvé plusieurs fois ses anciens camarades dans les manifestations et les rassemblements politiques. En 2010, tous avaient voté pour Giorgos Kaminis, le nouveau maire d'Athènes, candidat indépendant soutenu par une alliance entre les socialistes et les petites formations de gauche. En mai-juin 2011, certains se sont retrouvés parmi les manifestants de la place Syntagma. « On protestait devant le Parlement contre les députés et les hommes politiques corrompus qui se sont enrichis en laissant le pays exsangue ». Aux élections législatives de 2012, le vote de ce groupe s'est partagé entre le DIMAR (le plus petit parti de la coalition gouvernementale issue des élections de 2012) et le SYRIZA (rassemblement de gauche et principal parti d'opposition). Tandis que le premier exprime aujourd'hui la tendance « pro-européenne » de la gauche, le second (4,6% en 2009 et 26,9% en 2012) propose l'annulation unilatérale de la dette et, si nécessaire, l'abandon de l'euro et le retour à la drachme.

La crise et le paradoxe du clivage sur le mémorandum

Dans le débat public européen, la crise grecque marque un tournant et une prise de conscience après l'euphorie de l'élargissement des années 1990. (Mazower 2011). Dans le pays, le débat sur la crise et la faillite de l'État tourne aussi autour de deux dates-clés de la fin du XX^e siècle : 1974, la fin de la dictature et le retour au régime parlementaire ; 1981, l'adhésion de la Grèce à l'Union européenne suivie de l'accession au pouvoir du PASOK, le nouveau parti socialiste et populiste. La

crise actuelle prend ainsi place dans un contexte politique et social défini par la culture de la *Metapolitefsi*, lorsque débutèrent après 1974 les grandes réformes démocratiques (légalisation du parti communiste, égalité hommes/femmes, réformes du système éducatif, modernisation du droit du travail, amélioration de l'accès aux services publics, décentralisation). C'est à cette même époque que, conformément au principe de solidarité Nord-Sud au sein de l'Union européenne, fut engagée l'importante entreprise de modernisation du pays par le moyen des aides structurelles. La *Metapolitefsi* fut aussi une culture de la contestation, dérivée, selon plusieurs analystes, de la faiblesse de l'État, incapable de se dégager de l'influence des groupes de pression (Kalyvas 2008, Kostis 2013, Marantzidis 2013).

Que s'est-il passé en Grèce entre 2009 et 2013 ? Confronté à un déficit public colossal, menacé par les mauvaises notes des agences de notation, prisonnier des taux usuriers du crédit sur le marché international et menacé par la faillite, le gouvernement grec a signé en 2010 un accord d'aide internationale avec le FMI, la BCE et la Commission européenne (la Troïka). Les conditions de cette aide furent contenues dans un mémorandum (*Mnimonio*) signé par le gouvernement socialiste de Georges Papandreou en 2010 et réactualisé par les gouvernements qui lui ont succédé. L'objectif du mémorandum était de trouver des moyens pour augmenter les recettes et baisser les dépenses publiques — diminuer la dette et le déficit public accumulés depuis dix ans. Les experts préconisaient une réforme du système des impôts, des mécanismes de collecte des recettes et surtout des réformes structurelles pour rendre l'État plus efficace et combattre la corruption. Selon les analystes, aucun des grands partis politiques n'était en mesure de suivre ces recommandations, sachant qu'elles remettaient en cause le socle clientéliste de leurs pratiques politiques. Faute de pouvoir réorganiser le service public et augmenter les recettes fiscales, les gouvernements successifs adoptèrent alors la solution la plus facile et la plus inéquitable : privilégier la baisse des dépenses (salaires et pensions essentiellement) couplée avec des augmentations d'impôts, y compris indirects : des mesures qui touchèrent très durement les plus faibles. Au lieu de présenter les mesures d'austérité comme une stratégie du gouvernement visant à réduire les dépenses publiques et réformer l'État, le Premier ministre de l'époque, Georges Papandreou, s'y dit opposé mais contraint, expliquant que les mesures avaient été imposées par le *Mnimonio*, lui-même dicté par la Troïka. Le gouvernement socialiste évitait ainsi de prendre la responsabilité de mesures impopulaires, tandis que le parti de l'opposition (Nouvelle Démocratie) l'accusait d'avoir mal négocié avec la Troïka et promettait une renégociation sur toute la ligne (Mouzelis 2012, Georgeles 2011, Yataganas 2012). Le terme *Mnimonio* fut par la suite largement utilisé pour désigner les mesures prises par le gouvernement afin de satisfaire les exigences des inspecteurs de la Troïka lors de leurs visites à Athènes. Dans le débat politique, les prises de position « pour » et « contre » (*Mnimoniakoi et anti-Mnimoniakoi*) s'imposèrent dorénavant dans ce contexte ; pour les anti-mémorandum, le *Mnimonio* a fini par signifier l'« ingérence internationale », voire une « nouvelle occupation » de la Grèce par ses créanciers « étrangers »⁵.

⁵ Voir ROUSSIS 2011 et TSIPRAS 2012 : <http://www.protothema.gr/politics/article/217077/syriza-plhros-ypotagmenos-stoys-daneistes-o-samaras/> (consulté le 5 août 2013).

Enfermées dans leurs pratiques clientélistes et populistes, les deux grandes formations politiques (PASOK et ND) se lavent aujourd'hui les mains et cherchent à inculper les « autres » (les gouvernements antérieurs, les experts qui se trompent, des « escrocs » de tout genre). Mais qui sème le vent récolte la tempête : l'opinion publique considère l'accord de 2010 comme une humiliation nationale, et les petits partis de l'opposition s'engouffrent dans cette brèche et cherchent à tirer profit de la situation : teinté de nationalisme, voire de xénophobie, le discours de la révolte présente des illusions isolationnistes comme des issues possibles. En somme, aucune formation politique n'est prête à envisager les réformes prévues par le texte de l'accord et qui mettraient en péril le système de distribution de privilèges. C'est ainsi que le débat sur la réforme de cet État « faible, permissif et clientéliste » (Burgel 2012) ne concerne qu'une petite élite intellectuelle et politique organisant des débats publics plutôt confidentiels, animant des blogs, des forums et des *think tanks*. Ainsi, ELIAMEP (Hellenic Foundation for European and Foreign Policy) a mis en place un observatoire sur la crise grecque (crisisobs.gr). Très active également est la revue ARB (*Athens Review of Books*), revue mensuelle inspirée de ses homonymes de Londres et de New York⁶. Ces initiatives sont boudées par les intellectuels de la gauche proches du parti SYRIZA. Considérant que les solutions dans le cadre d'un scénario pro-mémorandum et européeniste sont inacceptables, ils prônent l'élaboration d'une politique anti mémorandum, s'opposant aux diktats de la Troïka, au « grand capital » et à l'Europe « néolibérale ». La vision de SYRIZA n'exclut pas une sortie de l'eurozone et même de l'U.E.

Si les analystes de la crise grecque sont d'accord pour constater que les nouvelles règles de l'Europe Unie ne sont plus la solidarité du Nord à l'égard du Sud, mais un système qui met l'accent sur la productivité et l'entrepreneuriat, les *Mnimoniakoi* envisagent de saisir l'occasion pour relancer l'économie et réformer l'État. De leur côté, les *anti-Mnimoniakoi* proposent de résister à l'Europe néolibérale et de construire une nouvelle Europe des peuples. Alexis Tsipras, chef du SYRIZA, déclare ainsi en octobre 2012 : « L'Europe des peuples vaincra l'Europe des mémorandums⁷ ». Du côté de l'extrême droite, les propositions sont plus schématiques : il s'agit de dénoncer le *Mnimonio* qui tue la nation, de revenir à la monnaie nationale et, si possible, à une économie autonome. Le clivage oppose ainsi d'une part les réformistes, *Mnimoniakoi* et *européanistes*, qui défendent des réformes dans le secteur public, et d'autre part les *anti-Mnimoniakoi*, populistes et ethno-populistes. Ces derniers représentent la grande majorité des votants et se sentent proches des secteurs les plus traditionalistes des anciens partis (PASOK et ND), ou encore des partis de l'extrême droite ou même de l'extrême gauche⁸. Un article de G. Bakas dans le magazine *Athens Voice* résume ce clivage dans un texte humoristique⁹ à la manière du *Helleno-Romeic dilemma* de Patrick Leigh Fermor (1966 : 103). Plus sérieusement, le livre de Tasos Yannitsis, ancien ministre socialiste, illustre l'impasse actuelle vu du côté des européenistes :

⁶ Voir <http://www.booksreview.gr> et <http://www.eliamep.gr> (consultés le 5 août 2013).

⁷ <http://www.protothema.gr/politics/article/228681/tsipras-h-eyroph-ton-laon-tha-nikhsei-thn-eyroph-ton-mnhmonion/> (consulté le 5 août 2013).

⁸ Pour mémoire : les sondages mensuels de 2013 donnent de 26 à 29 % à la ND, de 6 à 8 % au PASOK, de 5 à 7 % à DIMAR (gauche européenne), de 28 à 30 % au SYRIZA, 10 à 11,5 % à l'Aube Dorée (parti néonazi), 6 à 9 % à ANEL (extrême droite nationaliste) et 5,5 à 6,5 % au KKE (PC grec).

⁹ BAKAS 2013. L'article a battu des records de « like » ou « dislike » sur le site facebook de la revue.

Ainsi, depuis 2010, un ensemble social hétéroclite a été appelé à se charger du poids de la crise économique ... provoquant des tensions sociales et des conditions de vie inacceptables pour une grande partie de la population. Pourtant, pendant cette période, on a continué à nier la réalité : la société a accusé le Mémoire de dicter les mesures d'austérité, alors que celles-ci avaient été, dans leur majorité, imposées à la suite du refus des gouvernements et du système politique de s'attaquer aux foyers de l'inégalité au sein des structures économiques et politiques. Ce refus a révélé la grande différence entre la Grèce et les démocraties plus accomplies de l'Europe, où l'État et la justice sociale font partie des acquis non négociables (2013 :91).

Les élections de 2012 se sont déroulées dans ce climat d'incertitude et de rhétorique populiste exacerbée de tous bords. Le gouvernement de coalition formé après les élections de juin 2012 a réuni trois partis : le parti de la droite traditionnelle (Nouvelle Démocratie), le parti socialiste (PASOK) et le parti pro-européen de la gauche (DIMAR). Identifiée comme *mnimoniaki*, la coalition a été critiquée à la fois par la gauche et par l'extrême droite en raison de sa docilité face à la *Troïka*.

Dans le contexte de l'époque, - et après que le scénario de la sortie de la Grèce de la zone euro (Grexit¹⁰) ait fait l'objet d'une intense spéculation politique et financière, le gouvernement de coalition issu des urnes représentait un compromis reflétant l'impasse dans laquelle se trouvait l'opinion publique. Si l'on en croit les sondages, la majorité des Grecs se déclarent aujourd'hui hostiles au *Mnimonio*, mais aussi contre la sortie de l'eurozone, conséquence directe de l'abandon de l'accord entre le gouvernement et la Troïka réclamé par toute l'opposition¹¹. Les analystes pointent le contexte de ce paradoxe, la culture de la *Metapolitefsi*, culture de la contestation s'exprimant sous forme de commémorations, manifestations, actions et pratiques syndicales parfois violentes, et qui alimenteraient un climat favorable à la montée des populismes de tous bords (Kalyvas 2008). Selon ces mêmes analystes, la culture de la *Metapolitefsi* est dominée par une pensée conservatrice qui se veut radicale, transformant les revendications en droits et s'opposant à tout changement ou réforme. La *Metapolitefsi* alimente la sclérose du système politique, le clientélisme comme système d'État et l'importance grandissante des groupes d'intérêt et de pression à l'égard de l'exécutif (*ibid.*). Dans ce contexte, l'*habitus* de l'activiste est un amalgame du macho, du casseur et de l'agitateur politique des années 1970-1990 ; une nouvelle version du *mangas*, homme insoumis, défiant contre les représentants du pouvoir, la police, les juges ou les élus¹². Un tel *habitus* n'appartient pas à une tendance politique précise ; on le trouve aussi bien chez les militants de l'Aube Dorée que chez les « grosses gueules » syndicales de la gauche (PASOK et SYRIZA). Notons aussi que les activistes de la *Metapolitefsi* représentent des acteurs importants de la scène politique. Conclusion de cet affrontement, aujourd'hui, deux visions se font face : celle de la majorité qui, depuis juin 2012, semble faire le pari de la sortie de la crise et du maintien du pays dans le système européen en adoptant un plan de redressement; celle de l'opposition, qui déclarant

¹⁰ Grexit, *Greek exit (from euro zone)*, concerne l'abandon de la monnaie unique et son corollaire, la sortie du pays de l'Union Européenne ; voir www.marketplace.org/topics/world/euro-officials-talk-grexit-greece-euro (consulté le 5 août 2013).

¹¹ Entre octobre 2012 et mai 2013, les partis du gouvernement de coalition obtiennent entre 39 et 43 % d'intention de vote, les partis de l'opposition entre 50 et 54 % ; voir les sondages : <http://www.publicissue.gr/2343/varometro-may-2013/> (consulté le 5 août 2013).

¹² L'épisode de l'altercation suivie de coups entre le porte-parole du parti de l'Aube Dorée et deux femmes députées des partis de la gauche (SYRIZA et KKE) sur un plateau de télévision pendant la campagne électorale en juin 2012 avait provoqué une protestation généralisée. Ce qui frappe aussi, c'est la forte dimension machiste traditionnelle, une variation du discours des *mangas* du début du XX^e siècle (COUROUCLI 1992).

vouloir sortir la Grèce de la crise sans passer par la case « faillite » — et sans donner de détails sur les moyens de la mise à exécution de sa politique, préconise une éventuelle sortie de la zone euro, voire de l'Union européenne.

Europaïstes contre anti-europaïstes

La thématique de la soumission aux diktats venant de l'étranger revient dans les discours de tous les partis de l'opposition : la gauche comme l'extrême droite accusant le gouvernement de vendre le pays au néolibéralisme européen. Mélangeant patriotisme et xénophobie, ce discours est adressé à cette fraction de l'électorat qui, d'après les sondages, reste indécis entre les deux extrêmes de droite et de gauche. Selon les analystes, c'est ce même électorat flottant qui, entre mai et juillet 2011, s'est exprimé place Syntagma contre les partis politiques et les députés corrompus. Sous les bannières affichant *Den Plirono* (« je refuse de payer ») les « Indignés » de 2011 ont ainsi manifesté leur frustration et leur colère d'avoir à subir les conséquences de la politique financière catastrophique de ces dernières décennies. À noter que les partis de l'opposition flirtèrent avec ce mouvement, le « bas » de la place ayant été investi par des sympathisants et des militants de gauche (proches de SYRIZA et des groupes de l'extrême gauche), le « haut » de la place par des manifestants plus proches des partis de l'extrême droite. Quant à l'avenue située entre le Parlement et la place, elle fut occupée par des groupes d'Indignés anonymes.

L'été 2011 a marqué le début de la montée spectaculaire du parti SYRIZA qui deviendra le principal parti de l'opposition, affichant son opposition à l'Europe néolibérale et accusant les partis de la gauche traditionnelle (DIMAR et KKE) d'avoir dès les années 1980 adopté une stratégie de suiveurs. Dans un article publié en décembre 2011, le chef de SYRIZA a dénoncé « l'europhobie, stratégie principale de la classe dominante grecque », expliquant que « cette politique [avait] ouvert le chemin dans lequel [s'était] engagé le pays après 1974, un néolibéralisme à la grecque, accroché au wagon politique et idéologique de l'UE et de l'europhobie » (Tsipras 2011).

La question de la place de la Grèce dans l'Europe reste centrale dans l'actualité politique. Du côté des europhobes, le terme « Europe » est employé pour signifier la démocratie et le Droit par opposition à l'anomie et au chaos. Tel fut le sens des propos du maire d'Athènes le 8 juillet 2013, victime de plusieurs attaques physiques et verbales par des « connus inconnus » : « Je suis certain que la justice fera son devoir. La Grèce est un pays européen et il faut l'aider à rester debout ¹³. »

Pour les europhobes, cet état d'esprit est associé à un ensemble de valeurs qui dictent une certaine conduite citoyenne. Les europhobes sont nombreux parmi les cadres supérieurs du public et du privé ainsi que chez les cadres moyens des secteurs ouverts au marché international (industrie, tourisme). Certains courants de l'actuelle majorité (l'alliance entre Nouvelle Démocratie, PASOK et DIMAR) s'en réclament parfois. En contrepoint de ce mouvement d'opinion, il est évident

¹³ <http://www.skai.gr/news/greece/article/237127/dilosi-kamini-gia-tin-epithesi-balasopoulos-ston-skai-den-xero-poiios-epitethike-ston-dimarho/> (consulté le 5 août 2013). Le terme *gnostoi agnostoi* (connus inconnus) ou parfois, *bahalakides* (agitateurs), désigne dans le langage courant les jeunes casseurs cagoulés qui agissent pendant les manifestations mais ne se réclament pas d'un mouvement politique.

toutefois que la culture populiste est omniprésente au sein de tous les partis politiques et ne laisse guère de place aux défenseurs de l'Europe unie. Dans l'opposition, l'euro-scepticisme est de mise. On a vu qu'à gauche, le parti communiste (KKE) et la coalition de gauche SYRIZA cultivent un discours euro-sceptique, notamment dans sa version anti-capitaliste ou « anti-néolibérale ». SYRIZA en particulier propose de lutter contre l'Europe néolibérale en s'associant dans le pays et ailleurs en Europe avec d'autres partis et mouvements de gauche afin de libérer les peuples des diktats du « front libéral »¹⁴. À droite, la pensée euro-sceptique séduit traditionnellement les partisans des deux partis nationalistes représentés au parlement (ANEL et Aube Dorée), dont les discours xénophobes accusent la classe politique d'avoir trahi les intérêts nationaux : « Nous accusons le système de *Metapolitefsi* d'avoir provoqué les maux qui font souffrir notre patrie, [...] nous les accusons d'avoir soumis les Grecs aux diktats des usuriers internationaux¹⁵ ».

En Grèce comme ailleurs en Europe, la question de la viabilité d'une sortie de l'UE a été vivement débattue sur le plan politique et entre spécialistes. On a souligné que le point faible de la vision euro-sceptique concerne les propositions isolationnistes : dans un monde globalisé, il est impossible d'envisager une autonomie nationale. De surcroît, les seuls gagnants d'une sortie de l'euro seraient les détenteurs de comptes à l'étranger ou les personnes fortement endettées tandis que les plus pauvres devraient supporter les conséquences de l'inflation (Mouzelis, 2012 : 157). La stratégie populiste consiste à se focaliser sur la dureté des mesures d'austérité sans expliquer ce qui pourrait survenir si le pays refusait d'appliquer les mesures préconisées dans l'accord avec la Troïka. Ainsi, la présentation objective de cette autre solution, en réalité beaucoup plus catastrophique pour les moins favorisés, est reçue comme un chantage imposé au peuple ; ce qui explique pourquoi une grande partie de l'électorat grec se déclare toujours hostile à la voie « européenne » (ibid.. p. 157-159).

On l'a vu, le discours des européanistes, proches du centre et du centre-droit, est associé à une perspective de gouvernance et se présente dans la presse avec des variations. C'est ici qu'on retrouve une partie des oppositions Grec/Européen (ou occidental) soulignées par Patrick Leigh Fermor (1966), Nikiforos Diamantouros (1994) ou Michael Herzfeld (1997). Ces trois auteurs ont souligné l'importance capitale dans l'imaginaire identitaire de deux référents contradictoires que nous avons évoqués plus haut. Dans cette perspective, la tradition *roméique* -renvoyant à l'ethnonyme *Romioi*, - héritiers de l'empire romain de l'Est (Byzance), puis de l'empire ottoman,- s'oppose à la tradition des Grecs hellènes et hellénisants rejoignant la famille européenne dans la continuité de l'Antiquité et délaissant l'Orient avec mépris. La Grèce appartient à l'Europe qui sert de modèle à la nouvelle nation. Toutefois, la Grèce moderne ne peut que décevoir, puisqu'elle est toujours en manque par rapport à cet idéal (Couroucli 2003, Herzfeld 1997, Theodossopoulos 2007). L'évocation actuelle de la distinction Ellines/Romioi renforce la perception du clivage entre européanistes et euro-sceptiques, comme dans cet éditorial du journal *Kathimerini*, qui appelle à la construction d'un nouveau récit national : « Il faut que le

¹⁴ Voir [Anagnostopoulou](http://enthemata.wordpress.com/2012/05/20/sia-6/) : <http://enthemata.wordpress.com/2012/05/20/sia-6/> (consulté le 5 août 2013). Voir aussi le discours de Tsipras de mars 2013 qui se présente comme plus européen que la chancelière allemande : http://www.kathimerini.gr/4Dcgi/4dcgi/_w_articles_kathremote_1_15/03/2013_487972 (consulté le 5 août 2013).

¹⁵ <http://www.xryshaygh.com/index.php/enimerosi/view/forwntas-tis-maures-mplouzes#.Ue5Vshbl3v8> (consulté le 5 août 2013).

pays devienne un exemple à suivre ou à analyser, plutôt que d'être un objet d'étude anthropologique, il faut redevenir plus Hellènes et moins Romioi ¹⁶ ».

Les européenistes qui s'expriment dans les médias, adoptent parfois un ton didactique tout en attribuant les failles de l'administration et les dysfonctionnements des institutions à l'insuffisance, à la mauvaise volonté et à l'irresponsabilité du personnel politique du pays. Ils stigmatisent la corruption ou le fonctionnement inefficace des institutions de l'État, la mauvaise organisation et l'impunité généralisée, l'indifférence des citoyens vis-à-vis du bien public. Le ton rappelle celui des hommes de lettres du XIX^e siècle ironisant sur les rapports entre la classe politique et l'État:

Les Grecs se divisent en trois catégories : ceux qui, appartenant à la majorité, possèdent une cuillère qu'ils plongent dans la marmite du budget de l'État ; ceux qui, appartenant à l'opposition, ne possèdent pas de cuillère et cherchent comment en obtenir une ; ceux enfin qui travaillent, n'ont pas ni ne demandent de cuillère mais sont préposés au remplissage de la marmite avec leur sueur ¹⁷.

En octobre 2012, les partis de l'opposition hostiles au mémorandum représentaient 72 % de l'opinion publique. Fort dissemblables sur des questions de société, de droits de l'homme ou d'identité nationale, ces partis ont été accusés par la majorité (au pouvoir depuis juin 2012) de « jouer » ensemble. En fait, leur point commun est leur euroscepticisme, parfois exacerbé. La méfiance à l'égard de l'Europe est associée à une hostilité vis-à-vis de l'étranger en général — hostilité différenciée quant à sa cible exprimée souvent dans les termes simplistes de « nous »/« les autres » (tous attaquent les capitalistes et leurs agents étrangers, l'extrême droite y ajoutant l'immigration clandestine). L'extrême gauche revendique également depuis 2011 une posture d'acteur international, appelant à une coalition des peuples de gauche en Europe, voire dans un monde globalisé. De son côté, l'extrême droite se place fermement à l'intérieur du territoire national en dehors du projet commun européen et réclame l'expulsion massive des migrants sans papiers venus des pays du Sud.

Les principaux arguments du discours de SYRIZA (diffusé principalement par le journal *Avgi* et aussi par de nombreux sites et journaux en ligne) sont organisés autour du constat de la misère du peuple et de la responsabilité des deux formations politiques s'étant partagé le pouvoir depuis la chute de la dictature en 1974 : le parti socialiste PASOK et le parti de la droite traditionnelle Nouvelle Démocratie. Pour SYRIZA, le gouvernement grec n'aurait pas dû accepter les conditions de l'aide internationale mais aurait dû renégocier les termes de l'accord afin de soulager le poids supporté par les ménages. Rejetant, en Grèce comme ailleurs, les mesures d'austérité, il faut créer l'Europe des peuples. En première page de son site web, SYRIZA « s'engage à annuler les mémorandums, les accords sur la dette, le régime de vassalité vis-à-vis de l'UE et du FMI et à arrêter la marche catastrophique qui détruit la société et pille le pays ». Le discours est à la fois patriotique et anti-néolibéral. Le programme électoral du parti prévoit

¹⁶ Papahelas, *Kathimerini* du 7 juillet 2013.

¹⁷ Emmanouil Roidis, « Bulletin politique », *Asmodaios*, 8 juin 1875, repris dans l'édition de ses œuvres complètes *Apanta*, vol. 2, Athènes, Hermis, 1978, p. 138. (en grec, traduit par MC).

expressément un nouvel accord entre « le peuple grec et les peuples européens » afin d'aider la Grèce à sortir de la crise ¹⁸.

Du côté de l'extrême droite, les discours des responsables et les activités des militants sont plus franchement nationalistes. Axés essentiellement sur l'opposition Grecs/étrangers, ils entretiennent le cliché du conflit permanent. Le parti *Chrysi Avgi* (Aube Dorée) s'active dans les quartiers minés par la crise économique et abandonnés par leurs anciens habitants lesquels, ayant les moyens de déménager, ont laissé les plus pauvres faire face aux nouveaux arrivants, sans-papiers vivant dans la plus grande précarité et marginalité. Chrysi Avgi se vante de protéger les personnes âgées faisant leurs courses sans la crainte des petits voleurs ; le parti organise des soupes populaires destinées aux seuls Grecs (moyennant contrôles d'identité) tandis que ses militants s'attaquent physiquement aux immigrés clandestins. Faisant la une des médias, des opérations commando pour détruire les étals des commerçants étrangers ont été organisées en 2012 dans les marchés en plein air aux environs d'Athènes. Pour les militants de Chrysi Avgi, la protection des compatriotes est une manifestation d'héroïsme national, perpétuant la tradition du combat contre les ennemis de la nation.

Nous sommes en train de vivre la fin de la Metapolitefsi... Chrysi Avgi est l'espoir d'une vie future pour l'Hellénisme dans les temps difficiles qui sont devant nous. C'est la voix secrète du sang qui passe à travers des milliers d'années d'Histoire vers le présent, pour tirer le Grec du sommeil, réveiller sa conscience et le guider vers son destin... Notre but est de remettre sur pied l'Hellénisme, pour qu'il reprenne la place internationale qu'il mérite, comme pouvoir central dans l'espace géopolitique fragile de la Méditerranée orientale. Notre but est l'indépendance nationale ; il faut que la Grèce redevienne un État libre et souverain, qu'elle cesse d'être un triste protectorat des forces étrangères. [...]. Nous nous battons pour l'indépendance nationale, pour le pouvoir du peuple et pour l'épuration politique. Punir ceux qui ont investi dans la diffamation de la Patrie et ont tiré parti du déclin de la Grèce. Il faut emprisonner les hommes politiques et les fonctionnaires véreux et saisir les biens de tous ceux qui ont abusé des biens du peuple grec ¹⁹.

L'opposition entre européanistes et eurosceptiques se trouve aussi en toile de fond des débats concernant les normes européennes de la gouvernance, de la réforme de l'État et des institutions publiques. Est-il possible d'imaginer un État qui échappe au clanisme de la classe politique traditionnelle, une administration relativement indépendante du pouvoir, des services publics proches des citoyens et un respect des règles publiques aujourd'hui contestées à chaque occasion de la vie quotidienne ? La reconnaissance des insuffisances de la Grèce par rapport à l'Europe est toujours présente dans ces représentations collectives de l'identité nationale. C'est ce qui apparaît en effet à l'occasion des échanges informels où le « nous » inclusif s'oppose à une collectivité occidentale idéale ²⁰.

Mauvais élève de l'Europe pour les européanistes, la Grèce a en résumé pour mission de s'améliorer afin de bénéficier pleinement de son appartenance à l'Union ; en revanche, pour les

¹⁸ Selon l'éditorial d'*Avgi* du jeudi 11 octobre 2012, l'Union Européenne n'est plus unie ; « c'est un espace où les Allemands distribuent les cartes et distribuent les gains – et les pertes – à ceux qu'ils ont choisis. Donc, cette Union Européenne n'a pas d'avenir en tant qu'union économique et politique dans une perspective de fédération. Cette union fait voler en éclats la coordination et l'union internationale et empoisonne les pays de l'intérieur. » <http://www.avgi.gr/ArticleActions/show.action?articleID=719584> (consulté le 5 août 2013).

¹⁹ « Pour l'Aube dorée de l'Hellénisme. Propositions pour la solution du problème grec... », <http://www.xryshaygh.com/index.php/kinima/thesis> (consulté le 5 août 2013). (en grec, traduit par MC).

²⁰ PAPAILIAS 2011, PAPAGAROUFALI 2011, THEODOSSOPOULOS 2013.

eurosceptiques, la Grèce n'a pas à se conformer aux diktats d'une Europe capitaliste. Elle doit chercher son chemin ailleurs, y compris en dehors de la zone euro. On l'a vu, ces positions « rebelles » confortent la fierté nationale : l'Europe est la nouvelle forme d'oppression, les Grecs doivent tenir face aux capitalistes étrangers. SYRIZA, soutient que la Grèce doit assumer son rôle de cochon d'Inde et montrer le chemin de l'Europe des peuples en se libérant de la gouvernance actuelle par une coalition paneuropéenne des partis frères. De son côté, l'Aube Dorée préconise la guerre à la fois contre les étrangers de l'immigration et contre le néolibéralisme et le capital étranger. Pour un pays dont l'économie dépend en grande partie du tourisme et qui connaît une immigration massive depuis une vingtaine d'années, il est surprenant de constater la facilité avec laquelle la représentation des « étrangers » devient aussi caricaturale dans le discours politique.

L'opposition « nous »/« les autres » concerne aussi les citoyens face aux hommes politiques. On a vu plus haut que pendant les manifestations des « Indignés » place Syntagma en juin et juillet 2011, les manifestants, faisant face au Parlement, s'en sont pris directement aux parlementaires traités de « voleurs » et de « menteurs » et accusés d'avoir amené le pays à sa ruine en distribuant des promesses et des richesses ciblées. Les slogans dominants — « on ne doit rien, on ne paie rien, nous ne sommes pas indignés, nous sommes enragés ! » — ont été surtout adressés aux membres du Parlement. Toutefois, la colère des manifestants était sans doute également dirigée contre eux mêmes : « On le savait tous, mais on ne faisait rien » est la phrase qu'on entend aujourd'hui dans les conversations privées ; ou encore : « On dormait, on voyait la richesse partout, on ne se posait pas de questions, on faisait confiance ». Fin 2011, les technocrates du gouvernement Papadimos ont publié des statistiques révélant l'ampleur de la gabegie : petits cadeaux aux amis politiques, contrats scandaleux, pots-de-vin reçus par des hommes politiques, escroqueries à la sécurité sociale dans les hôpitaux, organisation chaotique des salaires et des primes fictives dans le secteur public. Sont ainsi apparues au grand jour les composantes d'un système inégalitaire et clientéliste, distribuant des privilèges et niant, dans les faits, les droits des citoyens. Dans ce contexte, la tentation de chercher des raisons extérieures à la crise fait partie de la logique des Indignés du « je ne paie pas, je ne dois rien ». Lorsque « les autres » sont les responsables, la tentation d'échapper aux systèmes de contrôle devient aussi un moyen de défense, voire de résistance.

« *Apodeixoula ?* » (« petit reçu ? ») est une phrase qu'on entend souvent ces temps-ci : on l'emploie pour exiger gentiment un reçu au commerçant qui ne le propose pas ; on l'entend parfois aussi chez des commerçants qui hésitent à vous « couper » un reçu fiscal. Six petits entrepreneurs sur dix ont déclaré en 2012 des revenus annuels en dessous du seuil de pauvreté. Selon les estimations du ministère des Finances, ce chiffre est un indice d'évasion fiscale ²¹.

Côté opinion publique, entre octobre 2012 et mai 2013, les chiffres du baromètre politique sont demeurés constants : 28 à 30 % se sont dits « indignés, en colère » (*orgismenoi, aganaktismenoi*), 15 à 18 % éprouvant de l'« anxiété » (*anisihia, aghos*), 15 à 17 % de la « déception » (*apogoiteusi*) ²². L'anthropologie de la Méditerranée a souvent souligné combien la honte pouvait être un sentiment dominant face à l'impuissance des hommes à changer une situation qui les opprime. Mélange d'indignation et de colère, c'est ce qu'exprime Angélique,

²¹ Selon l'agence Skai.gr : <http://www.skai.gr/news/finance/article/238372/auxithike-i-forologia-stous-misthotous-meiothike-gia-tous-cleutherous-epaggelmaties/> (consulté le 5 août 2013).

²² Voir baromètre mensuel de Public issue : www.publicissue.gr (consulté le 5 août 2013).

architecte, amatrice d'opéra italien et affichant des opinions européanistes. Elle avoue avoir honte de voyager depuis le début de la crise, de croiser le regard méfiant des serveurs de bistrot à Paris, Londres ou Munich, de faire face aux questions directes faisant allusion à la fable de La Cigale et la Fourmi :

Face à la question : « Est-il vrai que chez vous il y a de la corruption, de la mauvaise gestion, du gaspillage, de la fraude fiscale ? », la réponse est claire : oui, chez nous les citoyens pourvus de sens civique ne représentent pas la majorité de la population. Nous sommes en Grèce dans un état de sous-développement politique, et c'est la principale raison de cette crise. L'évasion fiscale n'est pas autre chose que l'expression du clanisme à la grecque, on ne peut concevoir de solidarité en dehors du cercle familial. J'ai honte et je me mets en colère lorsque, pour faire avancer un dossier, je me rends dans les bureaux des services des impôts ou de l'urbanisme, me heurtant à des fonctionnaires malhonnêtes et de mauvaise foi ; certains demandent ouvertement un pot-de-vin, ça me fait mal et j'ai honte pour mon pays.

Représentations ethno-orientalistes et ethno-occidentalistes de la crise ou le philhellénisme dans tous ses états

Les représentations de la crise grecque dans la presse locale et internationale se nourrissent des stéréotypes réciproques sur le Nord et le Sud européens. La presse véhicule des représentations du « Nous » et de l'« Autre » à travers des clichés stéréotypés tels que « les Grecs n'aiment pas travailler » ou « les Allemands ne veulent plus de la Grèce en Europe » (Pop 2011, Yglesias 2011, Mazower 2013). On a mentionné plus haut comment ces clichés sont repris dans les discours populistes des responsables politiques et mis en perspective à l'aide de certaines notions-clés comme l'opposition Hellènes/Romioi ou, plus fréquemment encore, Grecs/Européens. Lus à travers la lecture ethno-orientaliste/ethno-occidentaliste proposée par James Carrier (1992), ces clichés renvoient à l'opposition segmentaire Grèce/Europe déjà mentionnée et au delà, à d'autres oppositions fondamentales ayant forgé l'identité nationale (Herzfeld, 1987, Couroucli 2003).

Carrier rappelle que dans les sociétés occidentales, la connaissance de l'Autre s'est constituée dialectiquement en même temps que la connaissance de l'Occident ; l'occidentalisme, la lecture essentialiste de l'Occident par les Occidentaux, serait donc inhérente à la pensée occidentale et aussi à l'histoire et à la pratique anthropologique. Cet essentialisme se manifeste à la fois dans les textes classiques (il cite comme exemple l'opposition entre sociétés « chaudes » et « froides » de Claude Lévi-Strauss) et aussi dans la pratique de terrain, notamment dans les rapports entre observateurs et observés (par exemple lors des discussions sur les coutumes réciproques). Carrier propose de prolonger l'opposition occidentalisme/orientalisme par son corollaire, celle entre ethno-occidentalisme et ethno-orientalisme. Le premier est l'expression essentialiste de l'Occident qu'adoptent les membres des sociétés non occidentales (les sociétés « autres »). Le second est une manière indigène d'adopter le point de vue de l'Occident sur sa propre culture. Carrier cite le cas du *kastom* mélanésien, reformulation idéalisée des règles juridiques et des systèmes politiques indigènes adoptée par les Mélanésiens comme un point de vue à la fois « extérieur et suffisant » sur eux-mêmes ». *Kastom* serait ainsi « une conception essentialiste de soi proposée par les peuples étrangers eux-mêmes, un ethno-orientalisme »²³. Constituée par opposition dialectique à son corollaire, l'ethno-occidentalisme, l'ethno-orientalisme est donc une conception « autre » de soi.

²³ “It is, in short, a way that alien people produce an essentialist notion of themselves, an ethno-Orientalism” (Carrier, 1992 :198-199).

Carrier explique que le savoir anthropologique produit par les Occidentaux implique tout d'abord un processus d'essentialisation de l'Occident et que, dans la pratique de la discipline, la tendance à essentialiser les cultures conduit à exagérer les différences tout en dissimulant les similarités. Ignorées ou minimisées afin de maintenir la pureté de la différence entre « Soi » et l'« Autre », les similarités deviennent source d'embarras. Aussi, comme les anthropologues sont rarement formés à la connaissance des sociétés occidentales, ils portent un regard assez naïf sur l'Occident. Il convient de souligner cette inégalité dans l'approche, car la question n'est pas l'essentialisme en soi, mais la conscience de sa présence et des limites qu'il impose aux analyses à partir d'observations de terrain. De manière similaire, en s'appuyant sur un savoir essentialiste des différences culturelles, les analyses sur la Grèce ont des difficultés à intégrer des niveaux ou des échelles. En exagérant les différences, elles fabriquent un étalon « européen » imaginaire et pseudo homogène, susceptible de mesurer l'écart des pratiques et des comportements « grecs » par rapport au canon culturel « européen ». Les causes de ces écarts sont systématiquement recherchées dans les différences « culturelles » (le plus souvent sans autre précision ou explication), renforçant ainsi le caractère essentialiste de l'opposition européenistes/eurosceptiques. Dans ce sens, le débat sur le caractère « occidental » du pays, - aujourd'hui au centre des discours sur la Grèce en crise, - est à la fois sociologique et politique.

Un exemple remarquable de ce débat a été apporté en novembre 2011 par le journal *Le Monde*. Dans un article intitulé « Grèce-Europe, le grand malentendu », Jérôme Gautheret et Benoît Vitkine ont critiqué²⁴ la gestion de l'aide européenne par les gouvernements grecs successifs, accusés d'inefficacité, de mauvaise gestion et de dissimulations. C'est ainsi que l'argent de Bruxelles n'aurait pas seulement servi à construire des infrastructures, mais aussi à consolider les réseaux clientélistes qui gangrènent les services publics. À en croire les auteurs, la Grèce serait « un petit État faible et désorganisé [et] peut-être moins “européen” qu'il n'y paraît ». L'article a provoqué des réactions indignées, dont celle de l'archéologue Roland Étienne associant cet abandon des Grecs au déclin des Lettres classiques en Europe et se déclarant « profondément humilié dans [son] philhellénisme quand un journal ose titrer que la Grèce est un pays peut-être moins “européen” qu'il n'y paraît ». Et l'archéologue d'évoquer le mouvement des philhellènes européens, comme Byron, Chateaubriand ou Victor Hugo qui, « par reconnaissance pour la Grèce antique et par amitié pour la Grèce moderne », aidèrent la Grèce à renaître de ses cendres au XIX^e siècle²⁵. Le même philhellénisme est affirmé en novembre 2012 dans le texte d'une conférence de Bernard-Henri Lévy à Athènes. Dénonçant à la fois l'irresponsabilité de la classe politique grecque et le racisme du parti néonazi, le philosophe incrimine tout autant « cette Europe sans cœur et bancocrate qui administre ses remèdes comme on fait boire la ciguë et qui est en train d'inventer, dans le pays qui fut le lieu de naissance de la démocratie et de ses valeurs,

²⁴ *Le Monde*, 16 novembre 2011.

²⁵ La phrase figure sur la stèle commémorant l'institution de l'École française d'Athènes en 1846. L'article de Roland Étienne, « Ellada, agapi mou » (Grèce, mon amour) a été publié dans *Le Monde* du 16 novembre 2011 ; traduit en grec il a été publié dans le journal *Ta Nea* le 9 décembre 2011.

un modèle politique [...] que certains, ici, n'hésitent pas à caractériser comme un régime de "colonisation par la dette" ²⁶ ».

Les protestations des philhellènes soulignent de manière presque cruelle la position toujours marginale de la Grèce au sein de l'Europe, cette Europe qu'elle devrait rejoindre en se révoltant contre le joug Ottoman, aidée par les philhellènes français, anglais et allemands qui avaient épousé dans les années 1820 la cause indépendantiste des descendants d'Homère, de Platon et de Périclès. À la base du schéma classique évoqué plus haut, la continuité de la Grèce antique et de la Grèce moderne, , divise aussi les Grecs contemporains entre *Ellines* (Hellènes) et *Romioi* (Romains²⁷), les premiers (occidentalisants) relevant de la tradition lettrée et urbaine, les seconds (non lettrés et orientalisants) de la tradition orale et paysanne²⁸.

Les analyses et représentations de la crise grecque dans la presse locale et internationale sont nourries par les rapports ambigus entre l'Occident et sa périphérie orientale, voire par les rapports entre experts occidentaux (de la Troïka notamment) et leurs interlocuteurs locaux (administration ou personnel politique). Revenant sans cesse dans les débats politiques, c'est la toile de fond du clivage entre les européanistes et les eurosceptiques modernes. En 2012, Kevin Featherstone a ainsi estimé que le projet européen de la Grèce se trouvait bien au cœur de la crise politique et financière :

« Le choix est clair : la Grèce ne peut à la fois refuser le *Mnimonio* (l'accord associé à l'aide internationale) et rester dans l'eurozone... Les élections ont affaibli le centre sous le poids des sentiments. L'européanisme des Grecs n'a pas pu s'exprimer. Il est temps que les principaux partis de la Grèce se ressaisissent pour défendre le projet européen. Sinon, la Grèce peut bien être très près d'Armageddon » ²⁹.

Quoique la position des eurosceptiques - récusant le projet européen en raison de son caractère capitaliste, néolibéral et néocolonial - ne soit pas propre à la Grèce, la crise a facilité, comme on l'a mentionné précédemment, le passage de l'euroscepticisme à l'isolationnisme et à l'ethnopolulisme. (Papadopoulos 2013, Veremis 2012). Dans le camp opposé, la vision des européanistes reste fidèle au projet initial d'élargissement de l'Europe. Cette vision est proche de celle des économistes et politistes spécialisés, comme en témoigne la très importante littérature nationale et internationale consacrée à la crise grecque.

Par ailleurs, et quoique, se réclamant de leur propre tradition, les philhellènes modernes recherchent un soutien populaire. Toutefois, ils éprouvent des difficultés à établir un dialogue d'égal à égal avec les élites locales dont la démarche critique se distingue du discours populiste ³⁰. Étant donné qu'élite intellectuelle et élite politique s'inscrivent rarement dans des cercles concentriques, cette

²⁶ Le texte de BHL a été publié sous le titre explicite « Pour que revive le philhellénisme », dans *Le Point* du 29 novembre 2012 (http://www.lepoint.fr/editos-du-point/bernard-henri-levy/pour-que-revive-le-philhellenisme-29-11-2012-1535028_69.php, consulté le 5 août 2013).

²⁷ Romains car sujets de l'Empire romain oriental, *Rum* en turc, nom des Grecs orthodoxes dans l'Empire ottoman.

²⁸ Capodistria, le premier chef du gouvernement, avait ainsi choisi comme emblème le phénix renaissant de ses cendres (COUROUCLI 2003).

²⁹ FEATHERSTONE 2012 (K. Featherstone est professeur de sciences politiques et directeur du Hellenic Observatory [de la London School of Economics](#)).

³⁰ Voir l'article de Takis THEODOROPOULOS (2012), « Notre Grèce en ruine », qui proposait un regard non pathétique sur la Grèce en crise.

difficulté contribue encore davantage à maintenir l'isolement intellectuel, politique et économique de la Grèce au sein de l'Europe. Dans son ouvrage sur l'histoire de l'État néohellénique, Kostis rappelle que les élites politiques grecques ont rarement réussi à apprécier correctement le contexte géopolitique du moment, se montrant velléitaires et inefficaces, comme des « enfants gâtés de l'histoire » (20)

Les représentations ethno-orientalistes et ethno-occidentalistes de la crise se construisent à partir d'oppositions et des schémas réciproques. Dans les pays de l'Europe du Nord, c'est l'Orientalisme qui domine : on accuse les pays du Sud d'avoir été les cigales de l'Europe et on explique qu'il n'est plus possible de demander toujours aux mêmes de se sacrifier pour les autres. Dans le même temps, s'affirment des réactions de solidarité avec les victimes de la crise, les populations des pays du Sud subissant à la fois les conséquences de l'imprévoyance des technocrates de la Commission et de l'incapacité de leurs gouvernements à faire face à la crise (Cohen 2012). Dans les deux cas, toutefois, les pays du Sud sont perçus comme des mineurs face aux adultes que sont les pays du Nord. Dans les pays de l'Europe méridionale, les perceptions ethno-occidentalistes reprennent en grande partie les mêmes schémas en soulignant l'insuffisance du Sud par rapport au Nord s'agissant du bon fonctionnement des institutions et du respect des règles de la collectivité. Face à cet argumentaire, les populismes de tous bords insistent aussi sur l'inégalité entre le Nord et le Sud et adoptent le discours de la révolte populiste, voire ethno-populiste. En Grèce, l'ambivalence d'une grande partie de l'électorat entre les positions pro et anti européennes illustre deux visions contradictoires : d'un côté, l'embarras de la situation nationale pré-moderne par rapport au monde « occidental » ; de l'autre, la fierté nationale, même au prix de l'isolationnisme. Ainsi pourrait s'expliquer la contradiction grecque, entre le désir de rester dans la zone euro et le refus des termes du plan d'aide. La responsabilité de cette situation incombe tout particulièrement à l'ancienne classe politique, laquelle semble vouloir le beurre, l'argent du beurre et le sourire des philhellènes. Pour l'heure, elle semble ne pas avoir entièrement perdu ce dernier.

BIBLIOGRAPHIE

ARB (Athens Review of Books) : http://www.booksreview.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=117 et « We have the Troika we deserve », http://www.booksreview.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=136:we-have-the-troika-we-deserve&catid=55:-22--2011&Itemid=55 (consultés le 5 août 2013).

BAKAS, Giorgos, « Le Supergrec, le profil du vrai Grikoulas » (en grec), *Athens Voice*, 5 mai 2013. <http://www.athensvoice.gr/article/city-news-voices/soul/o-ελληνάρας> (consulté le 5 août 2013).

BURGEL, Guy, « Faut-il vraiment saigner un État qui n'a jamais existé ? », *Le Monde*, 25 mai 2012.

CARRIER, James, « Occidentalism : the world turned upside-down », *American Ethnologist*, 19, 1992, pp. 195-212.

COHEN, Nick, « Greece flirts with tyranny and Europe looks away. Greek democracy is in peril and much of the fault lies with the EU's hard stance », *The Guardian*, 4 novembre 2012. <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/nov/04/nick-cohen-greece-democracy-in-peril> (consulté le 5 août 2013).

COUROUCLI, Maria 2013 Comment on Theodossopoulos (2013) in *Current Anthropology*, vol. 54 no 2, p. 210.
2003 « *Génos, ethnos. Nation et État-Nation* », *Ateliers*, 26. <http://ateliers.revues.org/8737> (consulté le 5 août 2013).

1992 « Vertus viriles, le *mangas*, les turquismes dans le monde des *rébêtes* en Grèce », *Varia Turcica*, 19, pp. 95-99).

DIAMANTOUROS, Nikiforos 2000 *Dualisme culturel et changement politique dans la Grèce de la metapolitefsi*, Athènes, Alexandria (en grec).

FEATHERSTONE, Kevin, « Temps pour un changement de régime ? » (en grec), *Kathimerini*, 13 mai 2012. http://news.kathimerini.gr/4Dcgi/4Dcgi/_w_articles_columns_2_13/05/2012_482115 (consulté le 5 août 2013).

FERMOR, Patrick Leigh, *Travels in Northern Greece*, New York, Harper, 1966.

GEORGELES, F./ARB (Athens Review of Books), « We have the Troika we deserve » (éditorial), *Athens Review of books*, novembre 2011 (en grec et en anglais). http://www.booksreview.gr/index.php?option=com_content&view=article&id=136:we-have-the-troika-we-deserve&catid=55:-22--2011&Itemid=55 (consulté le 5 août 2013).

GEORGELES, Fotis, *Vérités cachés et faux dilemmes* (en grec) Athènes, Metahmio, mai 2013.

HERZFELD, Michael, *Anthropology through the looking-glass. Critical ethnography in the margins of Europe*, Cambridge University Press, 1987.

HERZFELD, Michael, *Cultural intimacy. Social poetics in the nation-state*, Londres, Routledge, 1997.

KALYVAS, Stathis, « La culture de la Metapolitefsi » (en grec), *Kathimerini*, 14 décembre 2008.

KAMINIS, Giorgos, « Pour reconquérir Athènes », *Journal Ta NEA*, 1^{er} juin 2013.

KNIGHT, Daniel, « Cultural proximity : crisis, time and social memory in central Greece », *History and Anthropology*, 23 (3), 2012, pp. 349-374.

KOSTIS, Kostas, *Les enfants gâtés de l'histoire. Histoire de la construction de l'État néohellénique*, Athènes, Polis, 2013.

MARANTZIDIS, Nicos, « Le provincialisme mélancolique de la droite grecque » (en grec), *Protagon*, 5 juillet 2013. <http://www.protagon.gr/?i=protagon.el.article&id=23768> (consulté le 5 août 2013).

MAZOWER, Mark

2011 « Democracy's cradle, rocking the world », *New York Times*, 29 juin 2011.

2013 « No Exit? Greece's Ongoing Crisis », *The Nation*, 1^{er} avril 2013.

MOUZELIS, N. « Le débat sur la crise : quatre approches fondamentales », in Vassilakis (éd.), *Imprévoyance et Némésis, la crise grecque 2001-2011* Athens Review of Books, 2012, pp. 157-166 (en grec).

PAPADOPOULOS, Panos, « Un an avec Chrysi Avgi », *Journal Ta Nea*, 6 mai 2013.

PAPAILIAS, Penelope, « Witnessing the crisis » [Beyond the « Greek crisis » : histories, rhetorics, politics], *Cultural Anthropology Online*, 25 octobre 2011. <http://production.culanth.org/fieldsights/246-witnessing-the-crisis> (consulté le 5 août 2013).

- PAPAGAROUFALI, Eleni, « Harbingers of the “Greek crisis” » [Beyond the « Greek crisis » : histories, rhetorics, politics], *Cultural Anthropology Online*, 31 octobre 2011. <http://production.culanth.org/fieldsights/254-harbingers-of-the-greek-crisis> (consulté le 5 août 2013).
- PAPANDROPOULOS, Andreas, « Le grand casse », *Athens Review of Books*, 7 novembre 2011. Repris dans Vassilakis (dir), *Imprévoyance et Némésis, la crise grecque 2001-Athens Review of Books*, 2012, pp. 232-241. (en grec)
- POP, Valentina, « Merkel under fire for “lazy Greek” comment », *EuObserver.com*, 19 mai 2011. <http://euobserver.com/political/32363> (consulté le 5 août 2013).
- PSYCHOGIOS, Dimitri, *La violence politique dans la société grecque* (en grec). Athènes, Epikentro, 2013.
- ROUSSIS, Giorgos, « Non à la nouvelle occupation » (en grec), *Journal Eleftherotypia*, 6 novembre 2011.
- SIAKANTARIS, Giorgos, « Néolibéralisme horizontal versus ethnopopulisme » (en grec), *Athens Voice*, 29 mai 2013.
- TSIPRAS, Alexis, « L’européanisme, erreur stratégique de la gauche grecque », journal *Dromos tis aristeras* (« La voie de la gauche »), 19 décembre 2011. <http://tinyurl.com/7nu6cy9> (consulté le 5 août 2013).
- 2012: Annonce officielle du parti SYRIZA reprise dans la version en ligne du journal Proto Thema le 16 août 2012 sous le titre “Samaras totalement soumis aux bailleurs de fonds” <http://www.protothema.gr/politics/article/217077/syriza-plhros-ypotagmenos-stoys-daneistes-o-samaras/>
- THEODOROPOULOS, Takis, « Notre Grèce en ruine », *Le Monde*, 12 novembre 2012. http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2011/11/12/notre-grece-en-ruine_1602916_3232.html (consulté le 5 août 2013).
- THEODOSSOPOULOS, Dimitrios (éd.), *When Greeks think about Turks : the view from Anthropology*, Londres, Routledge, 2007.
- THEODOSSOPOULOS, Dimitrios, « Infuriated with the infuriated ? Blaming tactics and discontent about the Greek financial crisis », *Current Anthropology*, 54 (2), 2013, pp. 200-221.
- Vassilakis, Manolis (dir), *Imprévoyance et Némésis, la crise grecque 2001-Athens Review of Books*, 2012
- VEREMIS, Thanos, « Européanisme contre populisme » (en grec), *ethnos.gr*, 19 mai 2012.
- YANNITSIS, Tassos, « La Grèce dans la crise » (en grec), Polis, Athènes, 2013.
- YATAGANAS, Xenophon, « Éloge du Mémorandum » (en grec), article paru sur le site *Metarithmisi.gr* le 20 février 2012 <http://www.metarithmisi.gr/el/readAuthors.asp?authorID=109&page=1&textID=5648&sw=1366>
- YGLESIAS, Matthiew, « Are Greeks lazy ? », *Slate magazine*, 19 décembre 2011. http://www.slate.com/articles/business/moneybox/2011/12/european_financial_crisis_is_europe_a_mess_because_germans_work_hard_and_greeks_are_lazy_.html (consulté le 5 août 2013).